



L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT  
DES ENTREPRISES PAR LE MARCHÉ

# RAPPORT ANNUEL 2018

L'Observatoire du financement des entreprises par le marché établit tous les ans depuis 2010 le rapport sur le financement des entreprises par le marché et le remet au ministre de l'économie et des finances lors de sa publication.

Ce rapport intègre la contribution de ses membres, notamment l'AMF et Euronext ainsi que les informations statistiques réunies auprès de cabinets d'analystes. Il a pour but de faire le point sur la contribution du marché au financement des PME et ETI françaises.

Observatoire du financement des entreprises par le marché  
28, Place de la Bourse  
Palais Brongniart  
75002 Paris  
[www.observatoire-financement-entreprises.com](http://www.observatoire-financement-entreprises.com)

# RAPPORT ANNUEL 2018 DE L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES PAR LE MARCHÉ

adressé à

**Monsieur Bruno LEMAIRE,**  
Ministre de l'économie et des finances

Par

**Agnès LEPINAY,**  
Présidente de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché,  
Conseillère auprès du directeur général du Medef sur les questions économiques.

Décembre 2019

## Présentation

Le développement des entreprises petites, moyennes et de taille intermédiaire est un facteur décisif de croissance et d'emploi pour notre économie. Leur financement repose en partie sur leur accès aux marchés de capitaux à travers des instruments adaptés à leur taille, assez robustes, simples et fiables pour attirer des investisseurs.

L'observatoire du financement des entreprises par le marché est une association qui offre aux acteurs publics et privés concernés un cadre d'échange d'information, de réflexion et de proposition en vue de suivre l'évolution de ce marché moins étudié que d'autres, et de contribuer à son bon fonctionnement.

Dans la limite de ses moyens, il suscite et subventionne des travaux de recherche économiques conduits par les rares équipes qui s'intéressent à ces sujets en France, et d'autre part publie un rapport annuel basé principalement sur les contributions de ses membres producteurs d'information.

Essentiellement factuel, il offre aux professionnels, décideurs publics, chercheurs, étudiants une information fiable, neutre et régulière sur les statistiques des marchés et leurs variations pluriannuelles, et sur les évolutions réglementaires intervenues durant l'exercice.

Suivant les normes environnementales appliquées par ses membres, l'Observatoire ne diffuse plus de version papier du rapport mais le met à la disposition de ses lecteurs sur son site internet ([observatoire-financemententreprises.com](http://observatoire-financemententreprises.com)) comme toutes ses autres publications.

Les données statistiques du rapport pour 2018 montrent un repli des introductions en bourse par rapport à la moyenne des sept dernières années, malgré la bonne tenue d'EURONEXT Growth, qui confirme ainsi l'importance de son rôle. Le rapport montre également que le financement par la dette, via les Euro PP est en baisse continue, alors que le capital investissement devient un acteur majeur du financement des PME-ETI en France.

Les membres de l'Observatoire ont souhaité élargir le champ du rapport aux nouveaux instruments de financement qui se mettent en place sur la Place de Paris, (financement participatif, ICO, etc.). L'Observatoire a recherché des données pertinentes, moins facilement disponibles, et évalué leur qualité statistique pour publier un certain nombre d'éléments pour suivre l'évolution de ces instruments, qui contribuent encore que très marginalement au financement des entreprises en France.

Ces chiffres montrent l'importance de poursuivre les travaux de l'Observatoire et de mieux faire connaître les instruments de financement des PME ETI par le marché. L'ensemble des acteurs de la Place financière de Paris, y compris les autorités publiques est aujourd'hui mobilisé pour répondre toujours mieux aux besoins de financement des PME et ETI et leur permettre un développement plus rapide dans les années à venir.

## SOMMAIRE

Le financement des PME-ETI par le marché financier .....	7
1. Le financement par émission d'actions.....	7
1.1. Les entreprises cotées sur la Place financière de Paris.....	7
1.2. Les capitaux levés par les PME-ETI sur les marchés des actions.....	9
1.3. Les introductions en Bourse .....	11
1.4. Les retraits de PME-ETI du marché financier .....	13
1.5. Capitalisation et liquidité .....	14
1.6. La situation des entreprises, des capitaux et de la capitalisation .....	15
1.7. Le poids financier, économique et social des 413 entreprises cotées de l'industrie et des services .....	17
2. Le financement par les instruments de dette .....	18
2.1. Le marché obligataire parisien .....	19
2.2. Le placement privé, Euro PP .....	19
3. Le capital investissement.....	23
4. Le marché des titres négociables à court et moyen terme (NEU CP-NEU MTN)25	
5. Les nouveaux modes de financement.....	28
5.1. Le financement des participatif .....	28
5.2. Les Initial Coin Offerings (ICOs) .....	32

## Chiffres clés du financement des PME-ETI par le marché financier



## Le financement des PME-ETI par le marché financier

### 1. Le financement par émission d'actions

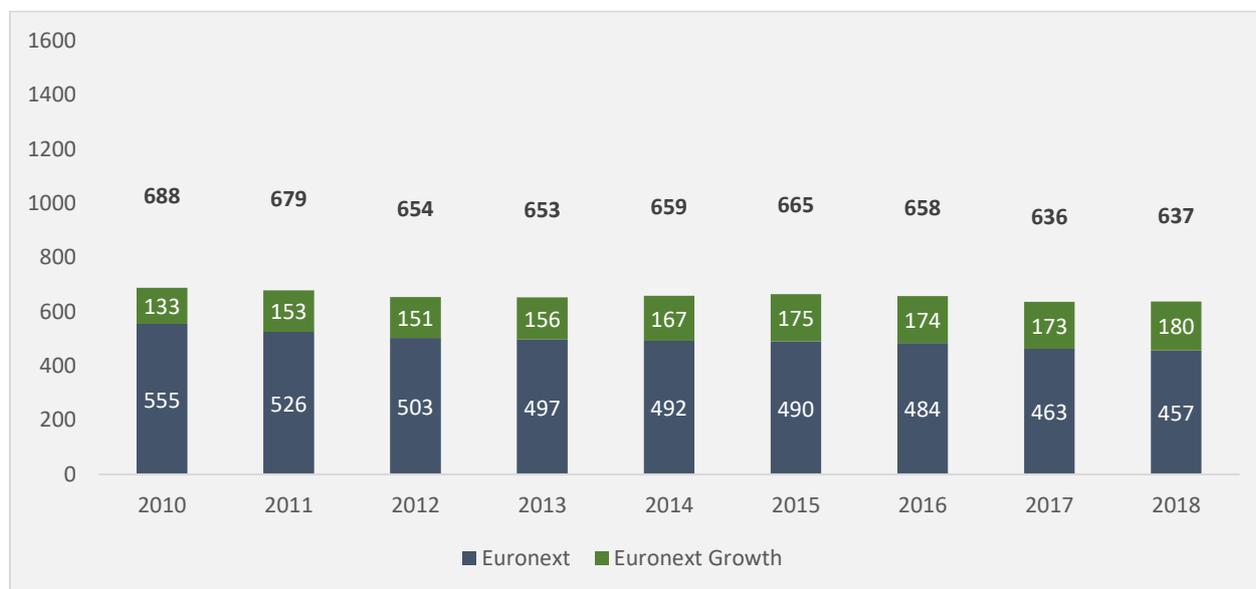
#### 1.1. Les entreprises cotées sur la Place financière de Paris

Le nombre de sociétés cotées sur Euronext Paris s'établissait à la fin de l'année 2018, à 686 sociétés, dont 493 PME-ETI. Le nombre de PME-ETI cotées sur Euronext Paris s'inscrivait en baisse par rapport à 2017, alors que leur nombre était en hausse sur Euronext Growth.



Source : Euronext

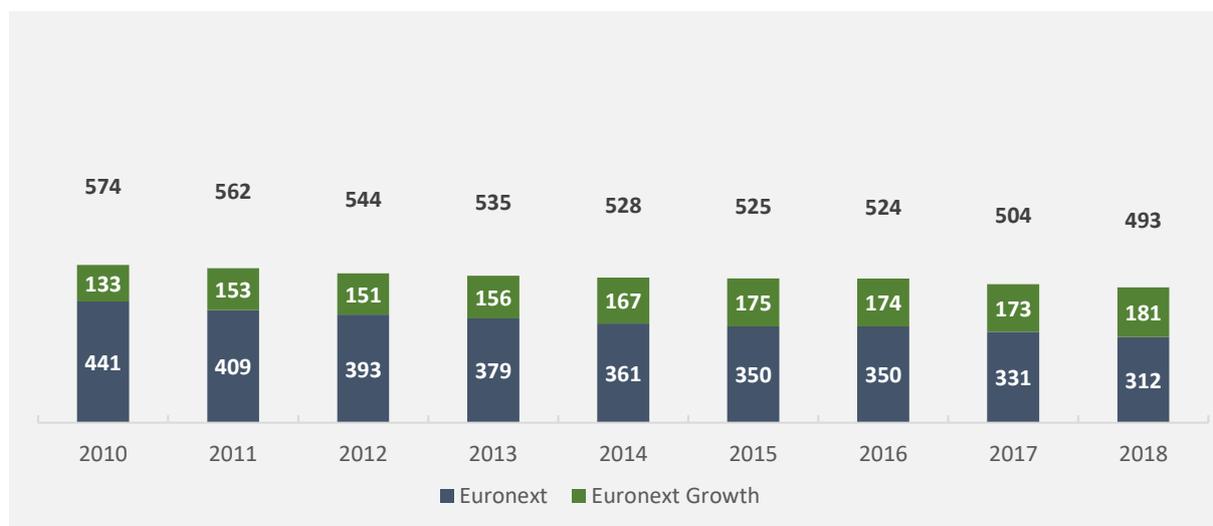
#### Les entreprises résidentes<sup>1</sup> en France cotées sur la place de Paris



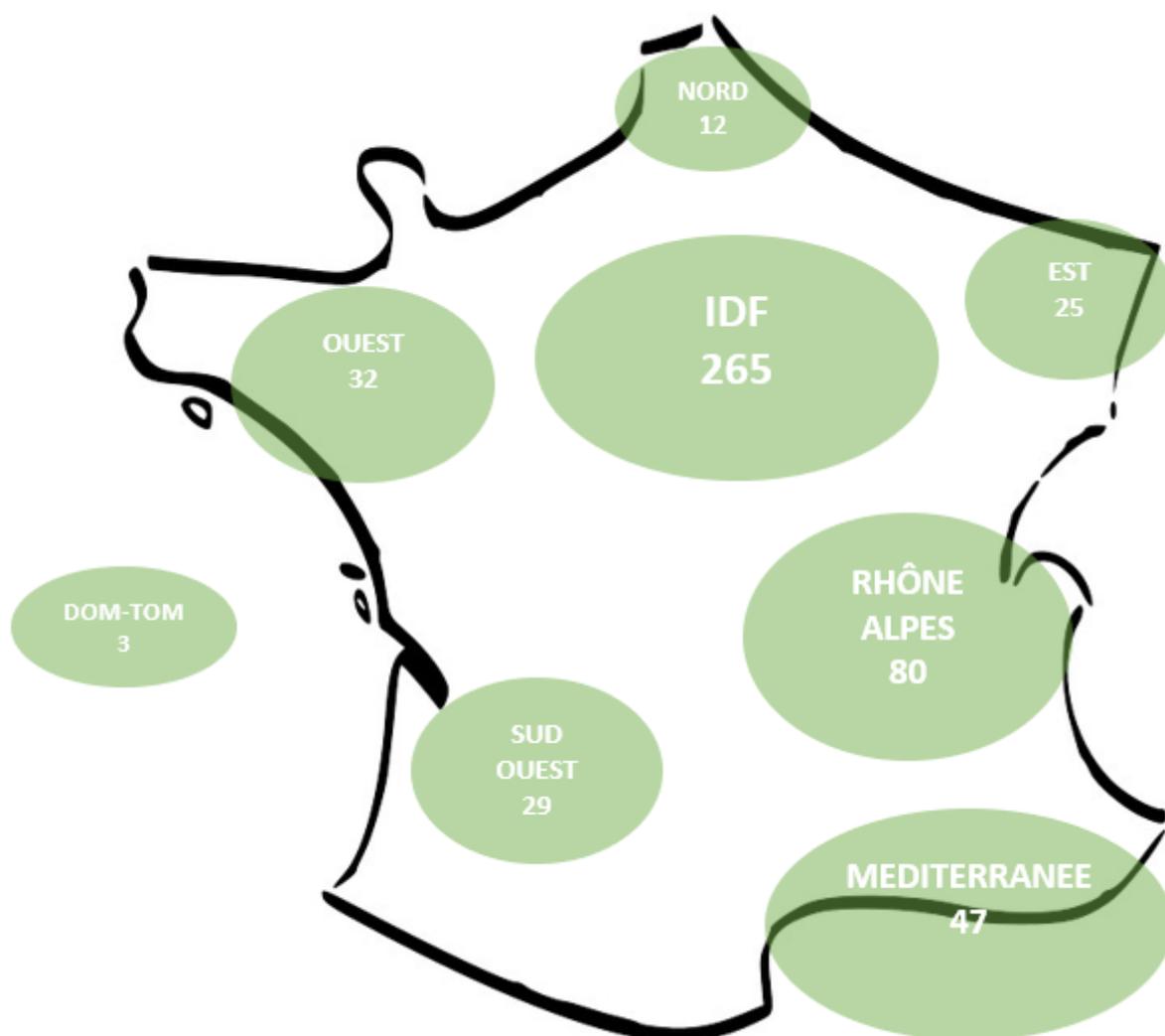
Source : Euronext

<sup>1</sup> Entreprises ayant leur siège social en France

## Les PME-ETI résidentes en France cotées sur la place de Paris

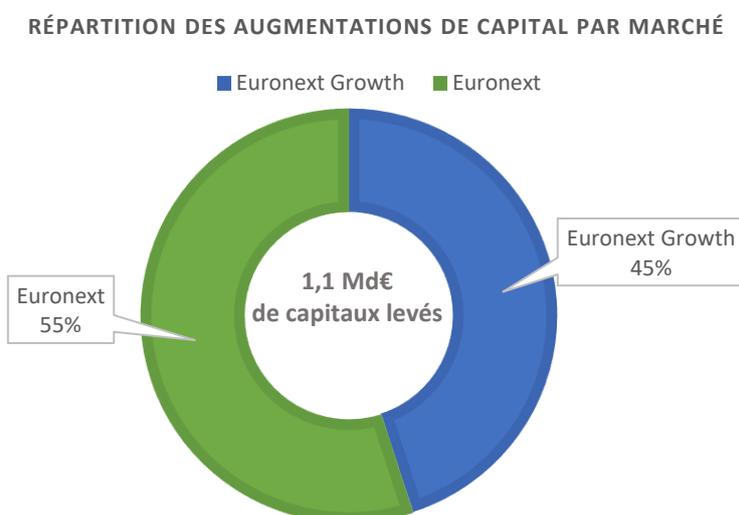


Source : Euronext



## 1.2. Les capitaux levés par les PME-ETI sur les marchés des actions

### Fonds propres levés par marché (en nombre d'opérations)



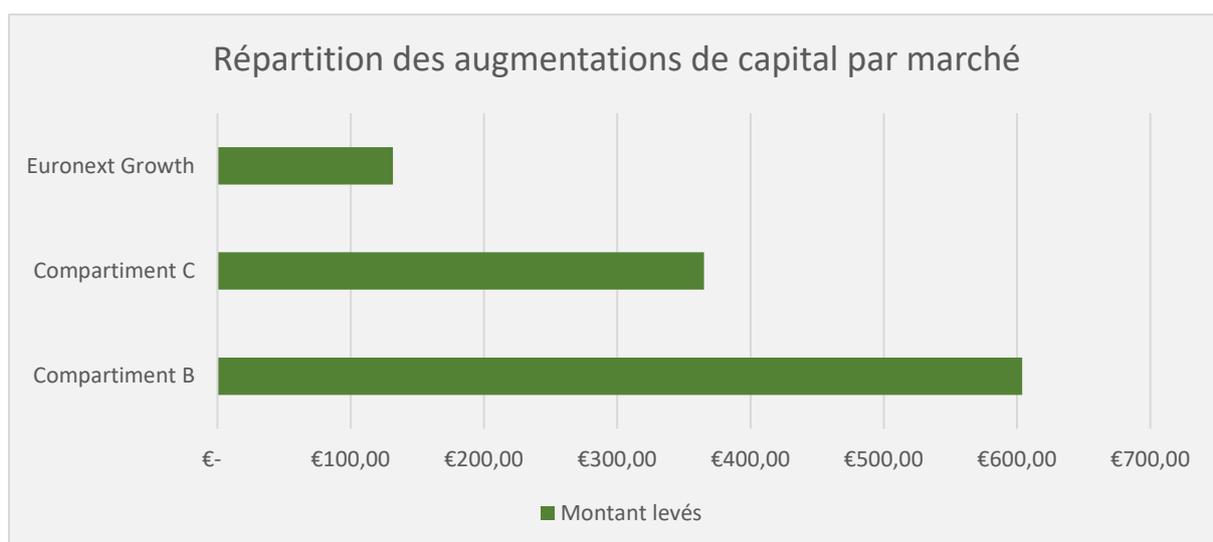
Source : Euronext

### Fonds propres levés par secteur d'activité (en millions d'euros)

Secteur	Nombre de levés de fonds	Montants levés
Biotechnologie	11	132.85 €
Consommation	16	131.23 €
Construction & matériaux	1	76.56 €
ESN, Services	5	232.70 €
Industries	11	51.26 €
Logiciel	7	63.33 €
Matières premières	0	- €
Media & internet	0	- €
Oil, Gaz & Utilities	0	- €
Producteurs d'énergie	2	31.78 €
Santé	7	43.51 €
Services Marketing	5	23.72 €
Télécommunication	0	- €
Transport & logistique	0	- €
Financières, Foncières, autres	6	313.78 €
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>1 100.71 €</b>

Source : Euronext – IdMidCaps

### Capitaux levés par marché



Source : Euronext

#### Fonds propres levés pour les introductions par secteur

Montant levé par IPO en M€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Biotechnologie	12		98	10	85	31	136	196	138	161	
Consommation			3	7			25	250	379		245
Construction & matériaux							6				
ESN, Services			5	10	3	76	11		6		
Industries		5		9	79	39	114	47	33	118	49
Logiciel			3	10	4	7	21	9	24		93
Matières premières			15	3							
Media & Internet				3			24				
Oil, Gaz & Utilities									38		
Producteurs d'énergie	8				3		100	14	4		
Santé			336	73	59	47	115	150		13	
Services Marketing	3		7	23							
Télécommunication						7			11	9	
Transport & logistique					29						
Finance/Foncière/Holding	21		13	0			0	0	277	0	0
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>5</b>	<b>480</b>	<b>147</b>	<b>261</b>	<b>206</b>	<b>551</b>	<b>666</b>	<b>909</b>	<b>300</b>	<b>386</b>
Biotechnologie + Santé	12	0	434	82	144	78	251	346	138	174	0
(Biotechnologie +santé) /Total	28%	0%	91%	56%	55%	6%	45%	52%	15%	58%	0%

Source : Euronext – IdMidCaps

### 1.3. Les introductions en Bourse

En 2018, 21 entreprises ont été introduites en bourse en France, 10 sur le marché réglementé d'Euronext (contre 12 en 2017 et 9 en 2016) et 11 sur Euronext Growth (contre 8 en 2017 et 2016).

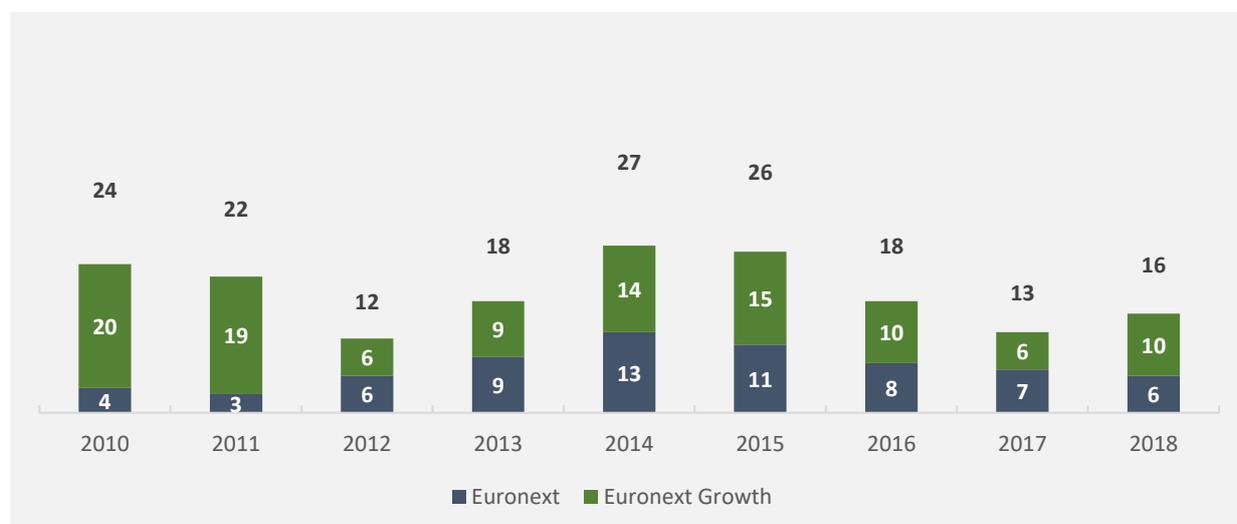
Le montant levé dans le cadre des introductions en bourse donnant lieu à la délivrance d'un visa s'est élevé à 1,1 milliard d'euros, contre 2 milliards d'euros en 2017 et 1 milliard d'euros en 2016. L'introduction sur Euronext Paris (Compartiment A) de la société Neoen est la plus importante de l'année 2018 avec un montant levé de 697 millions d'euros.

Notons également que les introductions en Bourse ont été moins importantes en 2018 que la moyenne des 7 dernières années, mais restent toutefois en hausse par rapport à l'année dernière. Les différentes sources d'incertitudes (guerre commerciale US-Chine, Brexit, Italie...) qui avaient déjà entraîné une remontée de la volatilité au premier semestre, ont commencé par se traduire à partir de septembre par des révisions à la baisse des résultats des entreprises. Le CAC Mid&Small a brutalement chuté pour atteindre son niveau le plus bas annuel en décembre effaçant également l'ensemble de sa progression depuis décembre 2016.

Au niveau de la répartition sectorielle, on note que le secteur de la consommation représente plus de 60% des introductions en bourse, avec 10 introductions en 2018. Les secteurs des industries et des logiciels complètent les introductions. On note également l'absence d'introduction d'entreprises dans les secteurs des biotechnologies et de la santé alors qu'elles représentaient en moyenne 40% des introductions par an sur les 7 dernières années.

Les « transferts », disposition introduite en 2010 à l'occasion du programme de Place visant à dynamiser le marché, permettent un ajustement du besoin de financement des entreprises au marché de cotation.

#### Les introductions des PME-ETI sur le marché financier



Source : Euronext (hors compartiment A et sociétés étrangères)

## La répartition sectorielle des PME-ETI introduites sur le marché

Introduction des entreprises de l'industrie et des services par secteurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	IPO								
Biotechnologie	6	2	4	2	6	8	5	5	
Consommation	2	1		1	1	4	1		10
Construction & matériaux					1		1		
ESN, Services	4	4	1	4	3	2	1	1	
Industries	3	2	1	2	5	5	2	5	3
Logiciel	2	3	2	2	2	1	3		3
Matières premières	1	1	1						
Media & Internet		1		1	2				
Oil, Gaz & Utilities							1		
Producteurs d'énergie	1	2	1	1	1	1	1		
Santé	2	3	3	4	6	4		1	
Services Marketing	1	2	1			1			
Télécommunication	2			1			1	1	
Transport & logistique			1						
Finance/Foncière/Holding	1	1					2		
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>16</b>
Biotechnologie + Santé	8	5	7	6	12	12	5	6	0
(Biotechnologie +santé)/Total	32%	23%	47%	30%	44%	46%	28%	46%	0%

Source : Euronext - IdMidCaps

## Les transferts du marché réglementé vers le marché Euronext Growth



Source : Euronext

## Les transferts d'Euronext Growth vers le marché réglementé



Source : Euronext

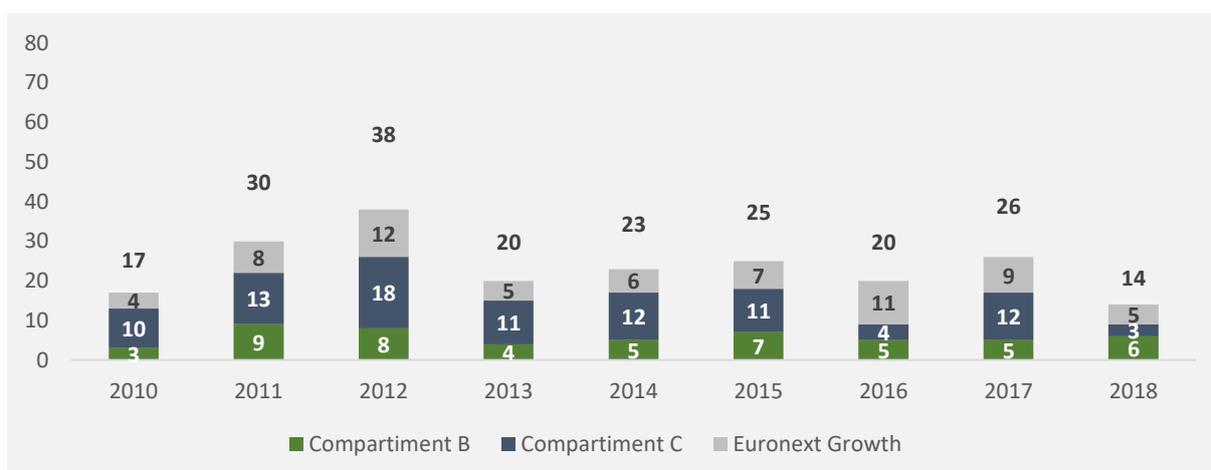
#### 1.4. Les retraits de PME-ETI du marché financier

En 2018, le niveau des retraits est assez constant et représente sur la période considérée de l'ordre de 3-5% des entreprises cotées.

L'analyse des causes des retraits de la cote montre que :

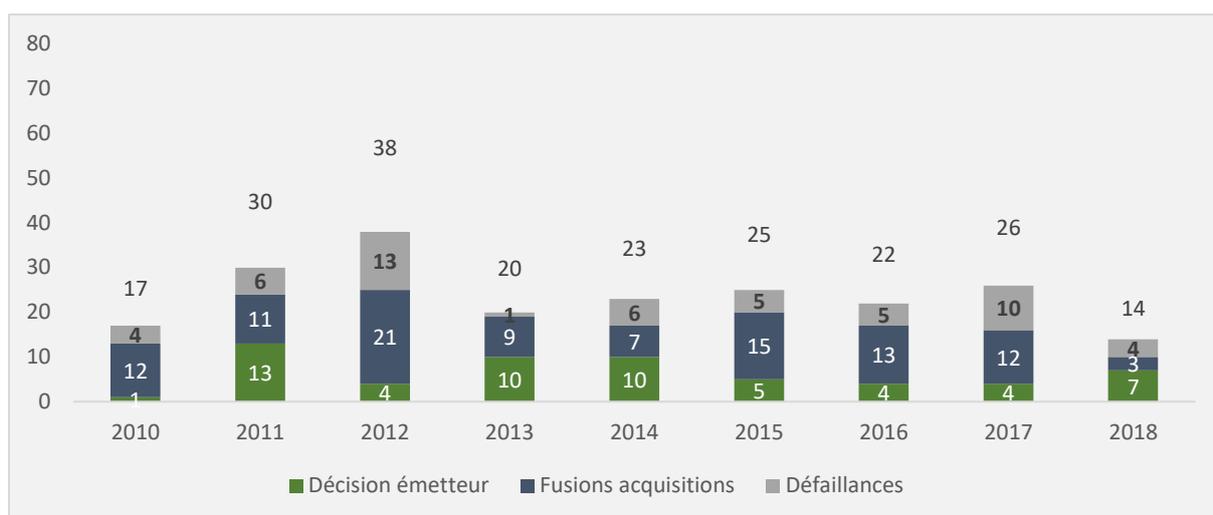
- Les retraits sont surtout le résultat d'une décision de l'entreprise cotée, elle-même. Il est à noter que ces entreprises sont souvent adossées à des fonds de Private Equity.
- Depuis 2011, le retrait de la cote était essentiellement dû à des opérations de fusions-acquisitions. Ces dernières sont alimentées par les conditions de financement très avantageuses de ces opérations de fusion-acquisition. Notons que le risque de ces entreprises reste à un niveau bas compte tenu d'un taux de défaillance inférieur à 1%.
- Les retraits de la cote concernent tous les secteurs d'activité et portent exclusivement sur des sociétés « matures » en mesure de financer ce type d'opérations au côté des investisseurs.

#### Les retraits de la cote



Source : Euronext

#### En synthèse, les causes des retraits



Source : Euronext

### La répartition sectorielle des entreprises retirées du marché

Retrait des entreprises de l'industrie et des Services par secteurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Retrait								
Biotechnologie	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Consommation	3	7	9	2	3	2	6	7	0
Construction & matériaux		0	1	0	3	0	1	0	2
ESN, Services	3	5	6	4	5	5	3	7	3
Industries	5	4	6	6	4	3	4	3	3
Logiciel		2	3	1	3	2	1	2	0
Matières premières		0	1	0	0	0	0	0	0
Media & Internet	2	2	1	0	1	4	1	2	1
Oil, Gaz & Utilities		0	0	0	0	0	0	0	0
Producteurs d'énergie		0	0	1	0	0	1	1	2
Santé		1	2	0	1	1	1	0	1
Services Marketing	1	0	1	0	0	0	1	0	0
Télécommunication		3	2	0	0	1	2	0	1
Transport & logistique		0	0	0	0	0	0	0	0
Finance/Foncière/Holding	3	4	7	6	3	6	1	4	0
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>28</b>	<b>40</b>	<b>20</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>14</b>
Biotechnologie + Santé	0	1	3	0	1	2	1	0	2
(Biotechnologie +santé) /Total	0%	4%	8%	0%	4%	8%	5%	0%	14%

Source : Euronext - IdMidCaps

### 1.5. Capitalisation et liquidité

Les indices de performance, mesurés par les indices boursiers, montrent un avantage constant pour les valeurs petites et moyennes. Ceci est plus marqué sur la période 2011-2018 et ce malgré l'importante correction subie par le segment en 2018.

### Évolution des indices de performance dividendes réinvestis

On note également, que la capitalisation boursière des PME-ETI a augmenté plus vite que celle des grandes entreprises. En revanche, la liquidité du marché des PME-ETI est maintenue à un niveau équivalent à la totalité des flottants.



Source : Bloomberg – IdMidCaps

### Capitalisation des entreprises

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Entreprises industrie et services	427	423	426	427	428	415	413
Capitalisation	48 883	62 329	60 959	66 164	75 720	71 311	53 372

Source : Euronext

### Liquidité et vélocité

La vélocité, qui mesure la vitesse des transactions, a progressé en 2018 compte tenu de la forte volatilité du marché. Notons qu'en 2018, le marché a été pénalisé par une décollecte importante, contrairement à 2017, qui avait bénéficié d'une augmentation des encours des plans d'épargne en actions dédiés aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire. Ces deux phénomènes ont mécaniquement accentué la volatilité du marché.

Marché	2016			2017			2018		
	Entreprises	Liquidité Md€	Vélocité	Entreprises	Liquidité Md€	Vélocité	Entreprises	Liquidité Md€	Vélocité
Euronext B	142	19.7	28.1%	112	67.0	119.1%	108	44.0	117.8%
Euronext C	208	3.15	23.6%	137	29.7	281.2%	130	24.0	343.3%
Alternext	174	3.27	38.0%	166	17.7	170.1%	175	17.7	195.3%

Source : Euronext

#### 1.6. La situation des entreprises, des capitaux et de la capitalisation

En 2018, le solde des entreprises entrées et sorties du marché est positif. En revanche l'impact sur la capitalisation boursière est négatif, le plus important depuis la mise place de l'OFEM. Ce constat est, cependant, à relativiser puisque 70% des capitaux retirés à savoir Zodiac Aerospace, fait désormais partie du groupe Safran et dont on peut considérer que la capitalisation boursière n'est pas réellement sortie du marché et Euleur Hermes qui a été acquis par Allianz. L'estimation de l'impact du retrait de ces deux sociétés sur la capitalisation boursière est de plus de 5Md€ soit une progression de plus de 30% par rapport à 2017. En parallèle, les entreprises admises à la côte, essentiellement des biotech., ou des sociétés de création récente ont une taille sensiblement inférieure. Près de la moitié des sociétés cotées sont des petites et moyennes entreprises.

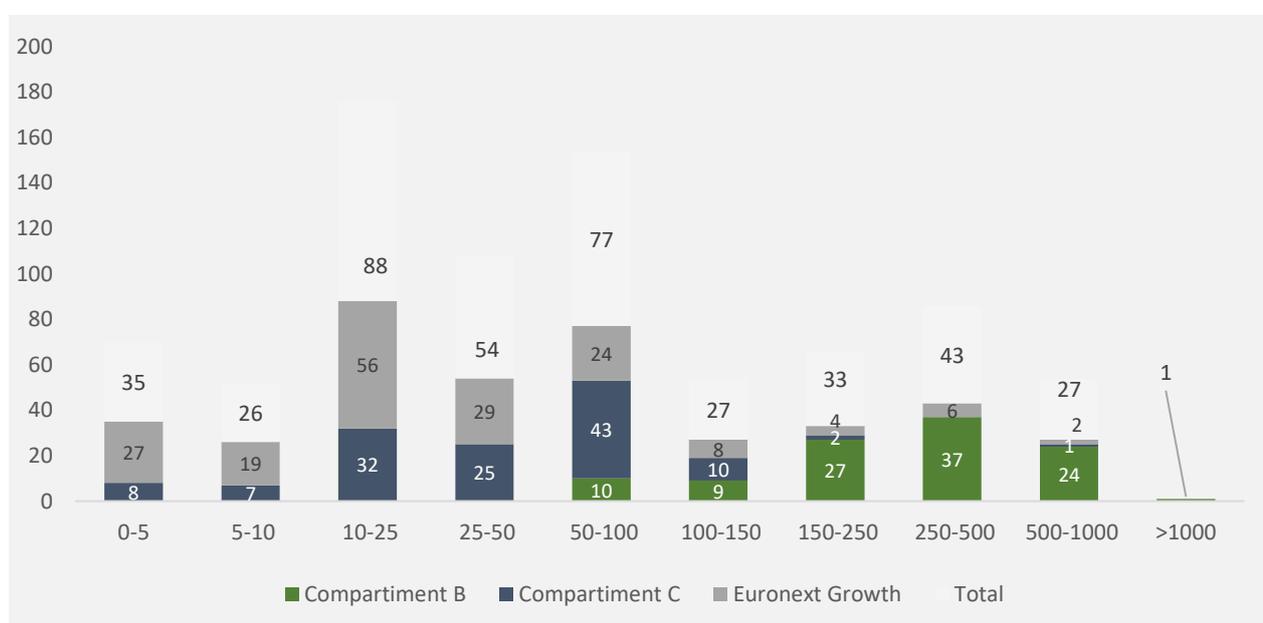
Nombre Entrée / Sortie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
IPO	25	22	14	18	27	26	16	13	16
Retrait	17	28	40	20	23	25	22	26	14
Solde introduction / retrait	8	-6	-26	-2	4	1	-6	-13	2

Source : Euronext - IdMidCaps

Capitalisation M€ Entrée / Sortie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
IPO	1904	1229	933	1 140	1 910	2 216	2 191	1 157	1 411
Retrait	2475	4912	5157	1 993	4 973	3 089	4 329	5 243	17 808
Solde capitaux entrés / retirés	-571	-3683	-4224	-853	-3064	-873	-2138	-4086	-16397

Source : Euronext - IdMidCaps

### Répartition par capitalisation des entreprises cotées en 2018



Source : Euronext - IdMidCaps

### Répartition des sociétés cotées de l'industrie et des services, financières et foncières

Entreprises	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
-------------	------	------	------	------	------	------	------	------

Entreprises industrie et services	438	427	723	426	427	428	415	413
Entreprises financières et foncières	110	98	93	87	81	83	80	75
Autres entreprises*	14	19	19	15	17	13	9	5
	<b>562</b>	<b>544</b>	<b>835</b>	<b>528</b>	<b>525</b>	<b>524</b>	<b>504</b>	<b>493</b>

Source : Euronext – IdMidCaps

### Répartition des entreprises de l'industrie et des services par taille

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PME	186	160	162	178	190	183	192	186
ETI	236	226	218	217	212	217	199	191
Grandes entreprises	16	41	43	31	25	28	24	36
<b>Total</b>	<b>438</b>	<b>427</b>	<b>423</b>	<b>426</b>	<b>427</b>	<b>428</b>	<b>415</b>	<b>413</b>

Source : Euronext – IdMidCaps

### Répartition par capitalisation des entreprises cotées en 2018

Entreprises non financières par secteur	Nombre	Capi M€	CA M€	RN M€	Effectif
	2018	2018	2018	2018	2018
Biotechnologie	43	4541	559	-578	3 325
Consommation	76	8631	50216	-328	26 8898
Construction & matériaux	15	2522	6449	252	16 535
ESN, Services	67	11980	20922	47	160 080
Industries	89	11075	20284	376	107 120
Logiciel	42	4352	2897	176	21 331
Matières premières	6	662	383	-10	13 846
Media & internet	10	1211	1351	-53	5 627
Oil, Gaz & Utilities	3	1154	15243	-75	2 424
Producteurs d'énergie	9	2237	1525	110	2 411
Santé	29	3659	3306	-22	17 179
Services Marketing	16	491	756	-4	4 571
Télécommunication	6	214	185	3	899
Transport & logistique	2	716	1719	28	194 44
<b>Total</b>	<b>413</b>	<b>53 442</b>	<b>125 795</b>	<b>-76</b>	<b>643 687</b>

Source : Euronext – IdMidCaps

#### 1.7. Le poids financier, économique et social des 413 entreprises cotées de l'industrie et des services

La valeur de marché (la capitalisation) des PME-ETI des secteurs de l'industrie et des services a diminué lors de l'année 2018 pour atteindre un niveau proche de 2012.

#### Valeur de marché des entreprises de l'industrie et des services

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Entreprises industrie et services	438	427	423	426	427	428	415	413
Capitalisation	50 398	48 883	62 329	60 959	66 164	75 720	71 311	53 372

Source : Euronext – IdMidCaps

La faiblesse du résultat rapportée au chiffre d'affaires (base de comptes 2018) est principalement due aux sociétés pétrolières qui ont été lourdement pénalisées par la chute du prix du pétrole freinant les investissements des principaux acteurs pétroliers. Ces sociétés

avaient déjà pénalisé les performances de 2017. La faiblesse du résultat s'explique également par le nombre important de sociétés de Biotechnologie qui, compte tenu d'une absence de chiffre d'affaires dans la plupart des cas, enregistrent des pertes.

#### Résultats économiques et sociaux des entreprises de l'industrie et des services

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Entreprises industrie et services	438	427	423	426	427	428	415	413
Chiffre d'affaires M€	138 688	140 837	119 238	106 319	157 757	151 128	142 131	125 795
Résultat net M€	1 980	1 789	665	471	-891	1 364	1 377	-76
Effectif en nombre	849 490	856 395	733 643	618 099	980 014	961 052	830 247	643 687

Source : Euronext – IdMidCaps

#### Résultats économiques et sociaux des entreprises de l'industrie et des services par secteur

Entreprises non financières par secteur	Nombre	Capi M€	CA M€	RN M€	Effectif
	2018	2018	2018	2018	2018
Biotechnologie	43	4541	559	-578	3325
Consommation	76	8631	50216	-328	268898
Construction & matériaux	15	2522	6449	252	16535
ESN, Services	67	11980	20922	47	160080
Industries	89	11075	20284	376	107120
Logiciel	42	4352	2897	176	21331
Matières premières	6	662	383	-10	13846
Media & internet	10	1211	1351	-53	5627
Oil, Gaz & Utilities	3	1154	15243	-75	2424
Producteurs d'énergie	9	2237	1525	110	2411
Santé	29	3659	3306	-22	17179
Services Marketing	16	491	756	-4	4571
Télécommunication	6	214	185	3	899
Transport & logistique	2	716	1719	28	19444
<b>Total</b>	<b>413</b>	<b>53 442</b>	<b>125 795</b>	<b>-76</b>	<b>643 687</b>

Source : Euronext – IdMidCaps

## 2. Le financement par les instruments de dette

Les émissions de titres de créance ont été soutenues au cours de l'année 2018, les sociétés non financières françaises continuant de bénéficier des conditions de financement favorables soit pour financer un projet précis (acquisition par exemple) soit pour refinancer des dettes existantes, bien que les PME ETI ne bénéficient que très marginalement du marché obligataire parisien.

Pour ce qui est des placements privés utilisant le cadre réglementaire de l'Euro PP, ceux-ci rencontrent un succès limité, comparativement au Schuldschein allemand, dont la taille a doublé en cinq ans. Ces émissions concernent essentiellement des entreprises de taille intermédiaire et quelques grandes entreprises apparentées aux ETI par la taille du bilan. Ce marché du placement privé prend une place croissante dans le financement des entreprises et, plus largement, dans le financement de l'Economie. Il constitue l'un des principaux accélérateurs du recours au financement de marché par les entreprises en demeurant des

instruments non dilutifs permettant un allongement des durées d'emprunt (majoritairement *in fine*).

### 2.1. [Le marché obligataire parisien](#)

En 2018, le marché obligataire de la bourse de Paris a permis à une centaine d'entreprises (non-financières) de lever 46,8 Md€, dont 309 millions d'euros levés par une dizaine de PME-ETI, la taille moyenne des émissions est de l'ordre d'une trentaine de millions. La plus importante émission a été réalisée par CEGEDIM, spécialisée dans les bases de données et logiciels, avec une émission de 137 millions d'euros et une maturité de 7 ans.

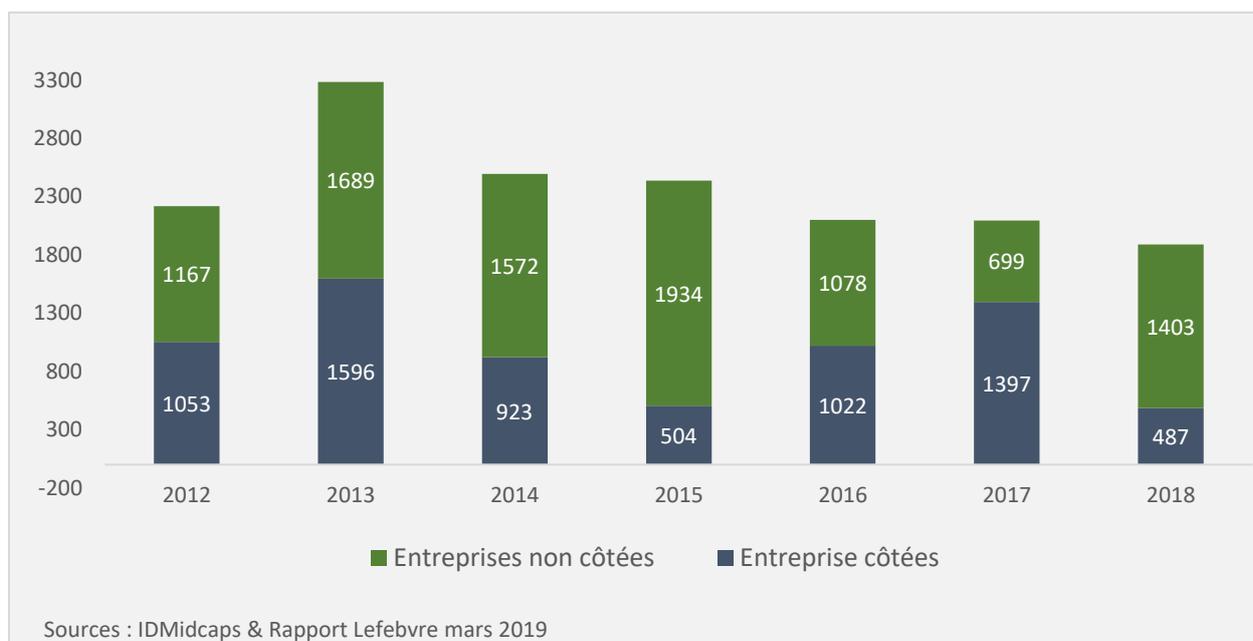
### 2.2. [Le placement privé, Euro PP](#)

Le marché du placement privé, qui porte sur l'émission de titres de dette obligataire, prend sa place dans le financement du crédit aux entreprises. Il est soutenu par des taux d'intérêt avantageux et par plusieurs mesures d'orientation de l'épargne gérée par les investisseurs professionnels qui se traduit par une non-consommation en fonds propres (*Solvabilité 2*) pour les investisseurs du monde de l'Assurance.

L'extension du placement privé de prêts dépend évidemment de la reprise de l'investissement des entreprises, mais aussi de sa distribution dans les régions, de l'analyse des entreprises demandeuses et de la standardisation de l'attribution de tels prêts.

Cependant, le marchés de Euro PP de la place financière de Paris est en contraction depuis 2013. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, notamment le niveau très bas des taux d'intérêts bancaires, qui restent très bas et moins contraignants, notamment en termes de covenant, conditions de mise en place, etc. la réticence persistante de nombreuses entreprises à communiquer sur leur situation, non seulement auprès des investisseurs ,etc. La faiblesse de l'offre de papiers sur ce compartiment de marché reste le principal frein à son développement, puisque les investisseurs, y trouvent des conditions d'investissement et rendement très intéressants.

### [Placements privés \(en M€\)](#)



#### Placements privés des entreprises cotées (en M€)



#### Caractéristiques des placements privés des sociétés cotées

Le tableau ci-dessous présente le détail des placements émis et qui ont été recensés par le rapport de l'observatoire des Euro PP de CMS Francis Lefebvre, de mai 2018. Certaines données n'ont pas été rendues publiques et ont donc été classées en « Non définie ».

Cette année encore, les placements privés ont financé essentiellement des entreprises de petite et moyenne taille au niveau des sociétés cotées. En 2018, c'est surtout le secteur de la

construction qui a rencontré un vif succès auprès des investisseurs. Une société foncière a également fait appel à ce type de financement au cours de l'année.

Sociétés cotées	PME-ETI		Grandes Entreprises	
	2017	2018	2017	2018
<b>Placements Privés cotés</b>				
Nombre d'émetteurs	11	5	5	0
Nombre d'euroPP cotés	10	4	6	0
Taux moyen (%)	3.4%	5.6%	2.3%	0.0%
Maturité moyenne (n)	7.7	4.75	7.20	0.00
Capitaux levés euroPP cotés	717	55	414	0
<b>Placements Privés non-cotés</b>				
Nombre d'émetteurs	9	6	0	2
Nombre d'euroPP non cotés	9	6	0	2
Taux moyen (%)	n/d	n/d	n/d	n/d
Maturité moyenne (n)	7.1	7.4	0.00	6.50
Capitaux levés euroPP non-cotés	1 131	341	0	101

#### Placements privés émis par les sociétés cotées, ventilation par secteur

	2017	2018	2017	2018	2017	2018
	Euro PP cotés r		Euro PP non cotés		TOTAL	
Biotechnologie						
Consommation						
Construction & matériaux	6	2	1		7	2
ESN, Services			1	3	1	3
Industries		1	5	2	5	3
Logiciel				2		2
Matières premières						
Media & internet			1		1	
Oil, Gaz & Utilities						
Producteurs d'énergie						
Santé	3			1	3	1
Services Marketing			1		1	
Télécommunication						
Transport & logistique						
Financières, Foncières, autres	7	2			7	2
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>25</b>	<b>13</b>

Source : IdMidCaps

#### Caractéristiques des placements privés de sociétés non cotées

Comme constaté au niveau des entreprises non cotées, les placements privés ont rencontré une croissance relative en 2018 avec une diversité des secteurs concernés. Nous retrouvons des entreprises du secteur de l’Energie qui financent généralement leur projet de développement en émettant de la dette privée.

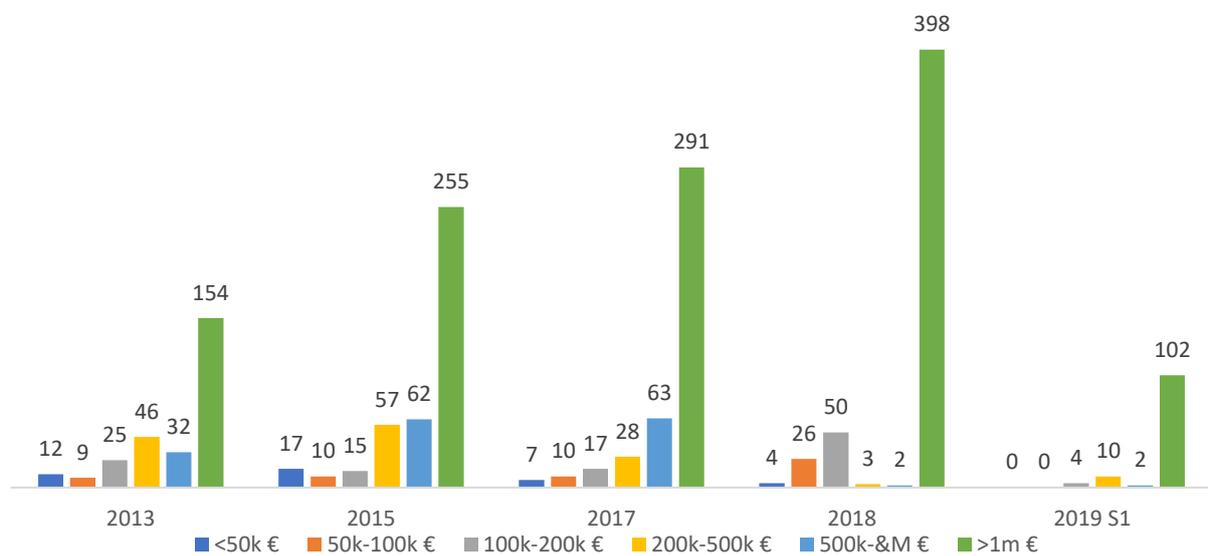
<b>Sociétés non cotées</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Placements Privés cotés</b>		
Nombre d'émetteurs	3	5
Nombre d'euroPP cotés	8	9
Taux moyen (%)	3.2%	3.3%
Maturité moyenne (n)	5.8	5.8
Capitaux levés euroPP cotés	317	231
<b>Placements Privés non-cotés</b>		
Nombre d'émetteurs	9	12
Nombre d'euroPP non cotés	10	17
Taux moyen (%)	n/d	n/d
Maturité moyenne (n)	6.5	6.5
Capitaux levés euroPP non-cotés	381.4	1162.5

### 3. Le capital investissement

Le capital investissement consiste pour un investisseur à consacrer une partie de son capital au développement d'une entreprise ayant de forts besoins pour financer sa croissance. Il finance les entreprises non cotées en bourse (« capital fermé »).

Notre étude s'intéresse à l'ensemble des opérations de capital investissement (amorçage, business-angels, séries A à F, etc.) des entreprises dont le siège social est situé en France. Il en ressort que cet instrument de financement connaît une croissance rapide et, concerne essentiellement des entreprises jeunes (« jeunes-pousses »). Il est spécialement abondant en Île-de-France et dans les secteurs des technologies et du commerce.

#### Répartition des opérations de capital investissement par tranche de montant



Source : <https://www.crunchbase.com>, calculs OFEM

## Nombre et montant des opérations de capital investissement par région

	2017		2018		2019 S1	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Alsace	9	31 901 115€	3	48 421 289€	1	3 492 589€
Aquitaine	21	51 201 947€	16	151 257 610€	2	8 991 813€
Auvergne	1	999 417€	2	14 035 630€	1	21 070 335€
Basse-Normandie	4	9 195 203€	3	3 845 482€	0	-
Bourgogne	3	9 226 014€	7	17 123 226€	0	-
Bretagne	11	21 630 284€	13	63 826 804€	0	-
Centre	6	154 590 288€	4	40 937 395€	2	10 493 116€
Champagne-Ardenne	2	1 498 033€	3	6 099 008€	0	-
Corse	2	3 800 078€	0	-	0	-
Franche-Comté	1	2 508 210€	0	-	0	-
Haute-Normandie	7	66 563 112€	4	8 509 204€	1	8 813 679€
Ile-de-France	337	2 415 049 899€	309	2 429 230 977€	80	1 496 163 191€
Languedoc-Roussillon	11	30 409 943€	14	56 316 818€	6	40 691 554€
Limousin	2	9 209 052€	2	2 654 131€	0	-
Lorraine	3	22 582 231€	3	3 900 023€	2	4 901 689€
Midi-Pyrénées	16	48 637 966€	20	48 670 107€	3	9 478 604€
Nord-Pas-de-Calais	24	47 831 353€	12	68 877 166€	2	11 352 685€
Pays de la Loire	14	61 055 245€	11	20 321 660€	0	-
Picardie	7	79 525 378€	0	-	2	70 827 912€
Poitou-Charentes	0	-	2	8 517 183€	0	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27	98 154 769€	21	91 958 465€	7	27 853 558€
Rhône-Alpes	47	169 638 413€	34	387 576 250€	9	73 047 225€
<b>Total</b>	<b>555</b>	<b>3 335 207 950€</b>	<b>483</b>	<b>3 472 078 428€</b>	<b>118</b>	<b>1 787 177 950€</b>

Source : <https://www.crunchbase.com>, calculs OFEM

## Nombre et montant des opérations de capital investissement par type d'opération

	2017		2018		2019 S1	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Business Angel	16	14 109 808€	7	5 759 522€	2	3 694 262€
Série de financement - Autre	6	784 531 266€	2	31 623 701€	0	-
Capital privé (Private equity)	5	178 503 886€	14	606 579 946€	2	144 927 506€
Amorçage	201	232 736 321€	132	180 286 675€	29	47 448 372€
Série A	86	616 323 278€	79	433 193 825€	29	233 533 104€
Série B	28	301 382 554€	46	844 813 985€	19	411 305 508€
Série C	7	140 972 651€	8	196 554 494€	9	456 716 767€
Série D	2	105 861 920€	4	134 831 055€	2	154 595 892€
Série E	1	57 685 151€	0	-	1	149 952 941€
Série F	1	39 926 495€	1	159 566 688€	0	-
Venture - Série autre	202	863 174 621€	190	878 868 537€	25	185 003 598€
<b>Total</b>	<b>555</b>	<b>3 335 207 950€</b>	<b>483</b>	<b>3 472 078 428€</b>	<b>118</b>	<b>1 787 177 950€</b>

Source : <https://www.crunchbase.com>, calculs OFEM

#### 4. Le marché des titres négociables à court et moyen terme (NEU CP-NEU MTN)

Le marché français des titres négociables à court terme (NEU CP -Negotiable European Commercial Paper) et à moyen terme (NEU MTN -Negotiable European Medium Term Note), offre la possibilité d'une diversification des sources de financement des émetteurs (en euro et en devises).

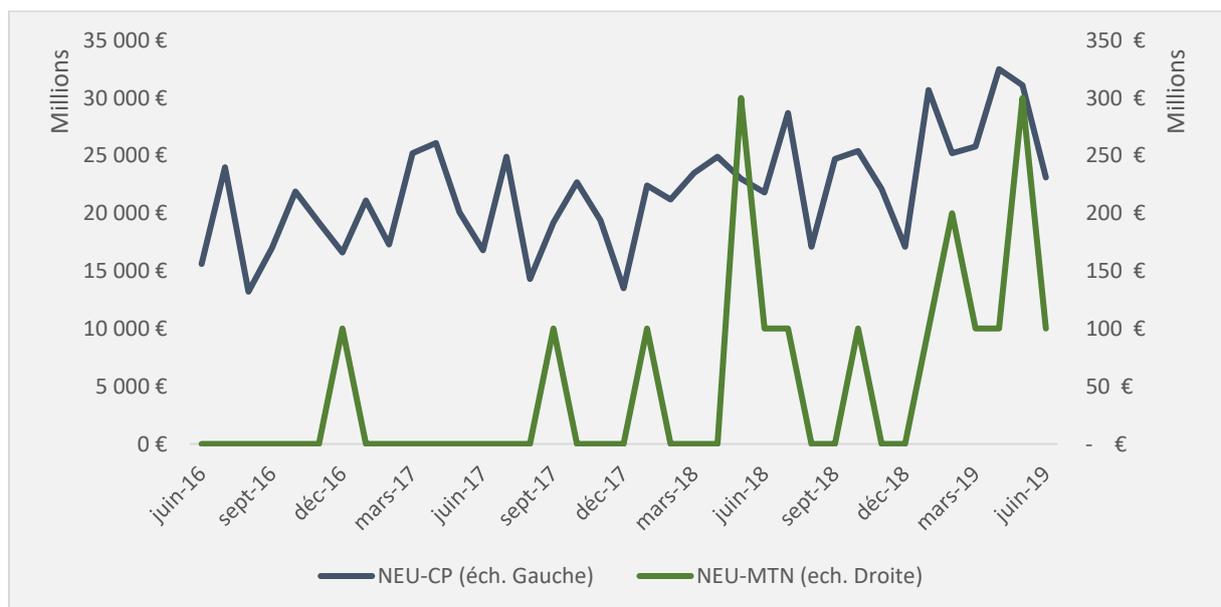
Ce marché a été réformé en mai 2016 en ligne avec la réglementation européenne et les standards internationaux et pour répondre aux attentes des émetteurs de la Place financière de Paris et en particulier des ETI.

## Nombre d'émetteurs de titres de créance négociables à court (CP) et moyen (MTN) terme



Source : Banque de France, Statistiques mensuelles des titres négociables à court et moyen terme, calculs OFEM  
 Note : Sociétés non financières seulement

## Montant émis de titres de créance négociables à court (CP) et moyen (MTN) terme



Source : Banque de France, Statistiques mensuelles des titres négociables à court et moyen terme, calculs OFEM  
 Note : Sociétés non financières seulement

## Encours de titres de créance négociables à court (CP) et moyen (MTN) terme



Source : Banque de France, Statistiques mensuelles des titres négociables à court et moyen terme, calculs OFEM  
Note : Sociétés non financières seulement

## 5. Les nouveaux modes de financement

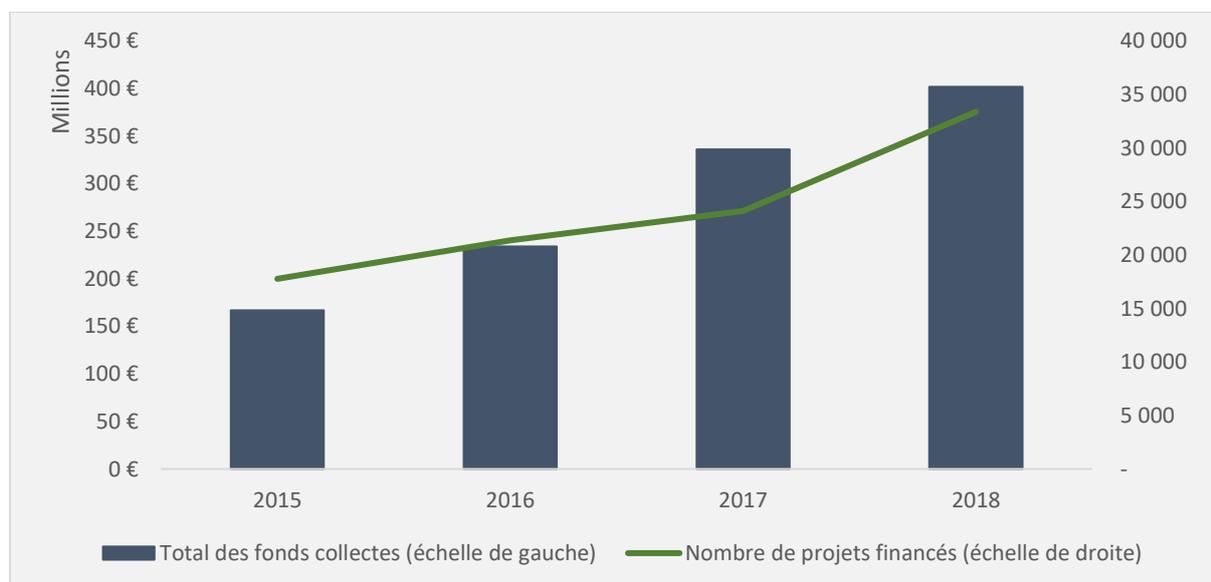
De nouveaux modes de financement se mettent en place progressivement, tirés par les évolutions du digital et l'avènement de nouvelles technologies, tels que la Blockchain. Parmi les solutions qui se développent rapidement, le rapport 2018 de l'OFEM a souhaité faire un focus particulier sur le financement participatif et les Initial Coin Offerings (ICO).

Le financement participatif décrit l'ensemble des instruments de financement désintermédiés. Il s'établit directement entre individus, en dehors des circuits financiers traditionnels. L'appel au financement se fait sur la base de la description d'un projet précis au moyen d'une plateforme permettant de recueillir de nombreux apports de petits montants. Le financement participatif peut prendre la forme d'un don, d'un prêt avec ou sans intérêts mais aussi d'un investissement en capital. Les Initial Coin Offerings (ICOs) se distinguent des autres instruments de financement participatifs sur au moins deux points. D'abord, les jetons digitaux (« tokens ») donnent le plus souvent un droit d'usage sur le service amené à être développé. Ensuite, ces jetons digitaux sont échangeables sur des plateformes de crypto-monnaies.

On observe une rapide progression des montants liés au financement participatif- même si, globalement, il représente encore une part modeste du financement des entreprises- mais aussi de ses acteurs. Les ICOs, bien que naissantes, représentaient déjà environ 15% du total des fonds collectés par des instruments de financement participatif en 2018.

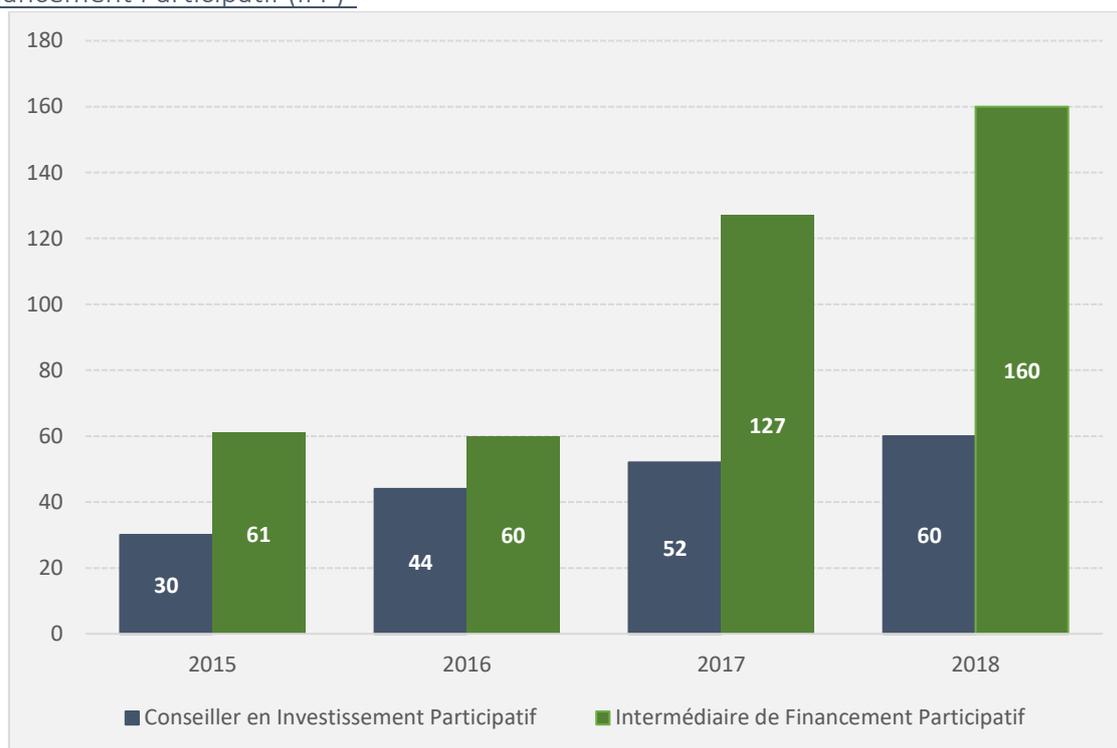
### 5.1. Le financement des participatif

#### Nombre et montant des opérations de financement participatif



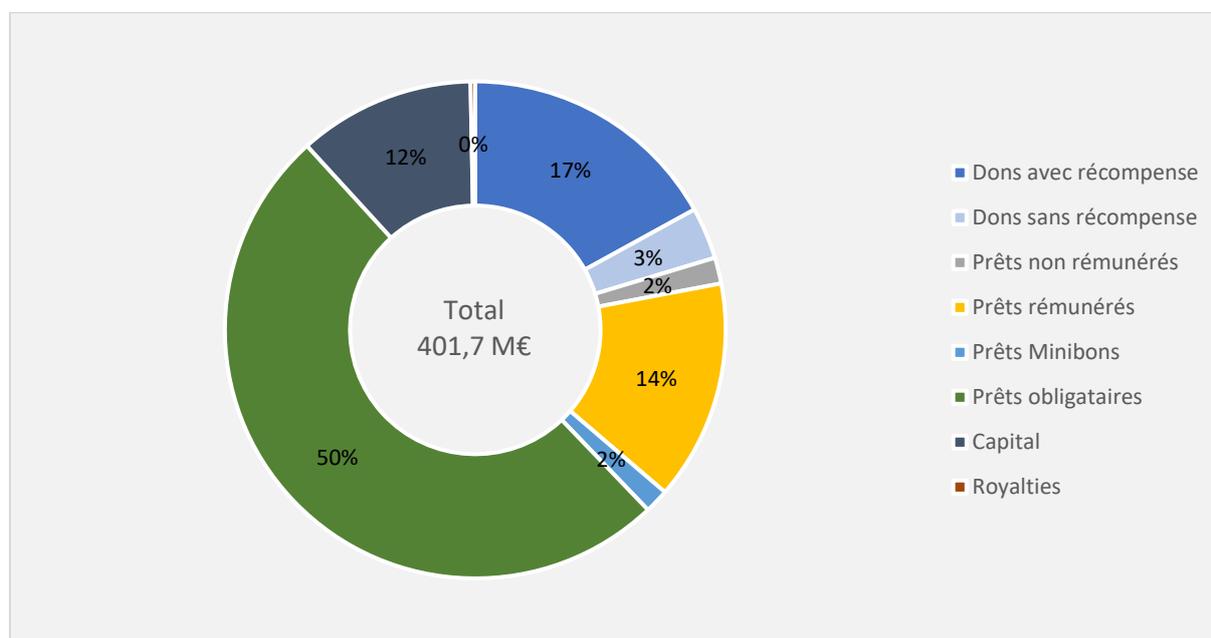
Source : FPF-KPMG, « Baromètre du Crowd-funding en France » (2018)

## Évolution du nombre de Conseillers en Investissement Participatif<sup>2</sup> et d'Intermédiaires en Financement Participatif (IFP)<sup>3</sup>



Source : ORIAS, Rapport annuel 2018

## Répartition des fonds collectés par type d'outil de financement en 2018

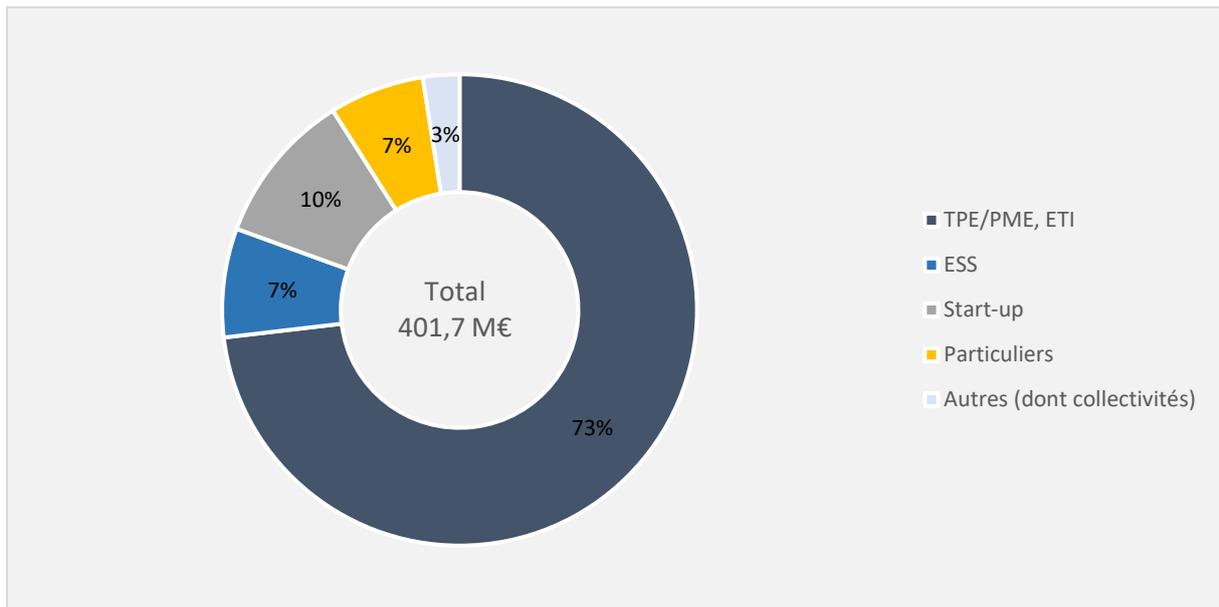


Source : FPF-KPMG, « Baromètre du Crowd-funding en France » (2018), calculs OFEM

<sup>2</sup> Conseiller en Investissement participatif (CIP) est un statut réglementé créé le 1er octobre 2014. Le CIP (plateforme de crowdfunding ou de crowdlending) propose des offres de titres « simples » de capital et de créance (actions ordinaires et obligations à taux fixe).

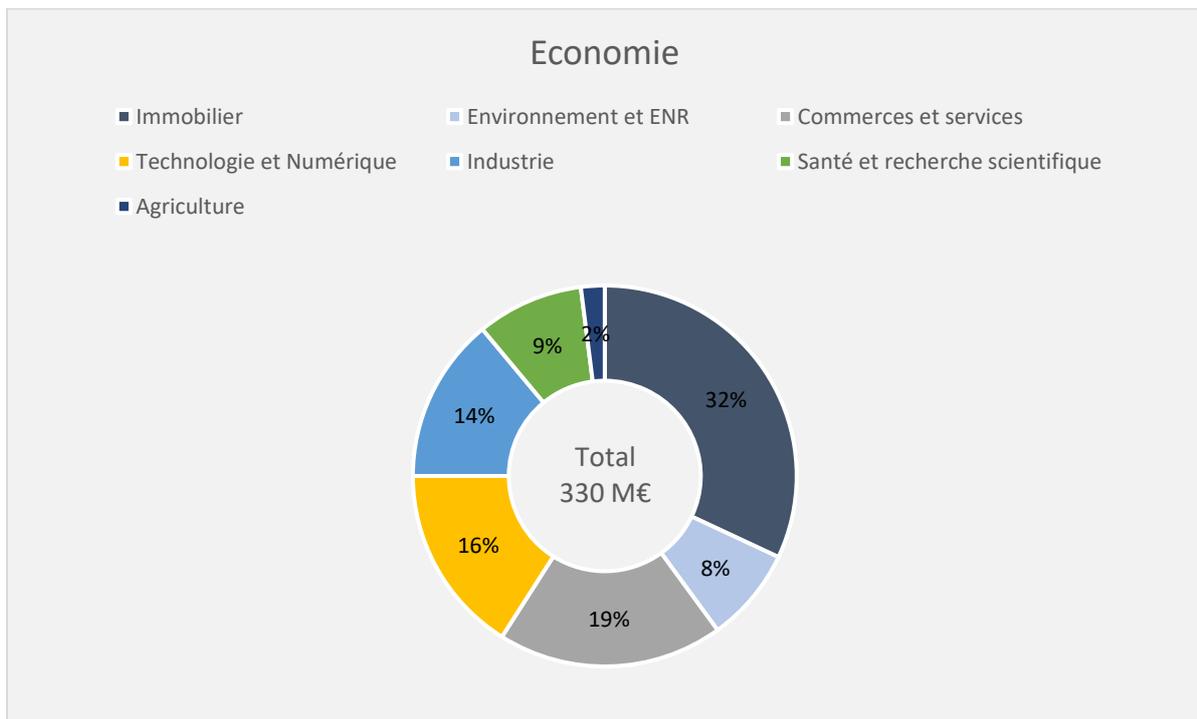
<sup>3</sup> L'intermédiaire en financement participatif (IFP) est un agrément qui permet de mettre en relation, au moyen d'une plateforme, des porteurs de projets et des personnes finançant ce projet. Les financements peuvent prendre la forme de prêts avec ou sans intérêts ou de dons. Un IFP appartient, donc, à une catégorie de professionnels spécialisée dans la vente des produits financiers notamment le crédit. Ce statut est mis en place par l'ordonnance 2014 559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif (Crowdlending & Crowdfunding).

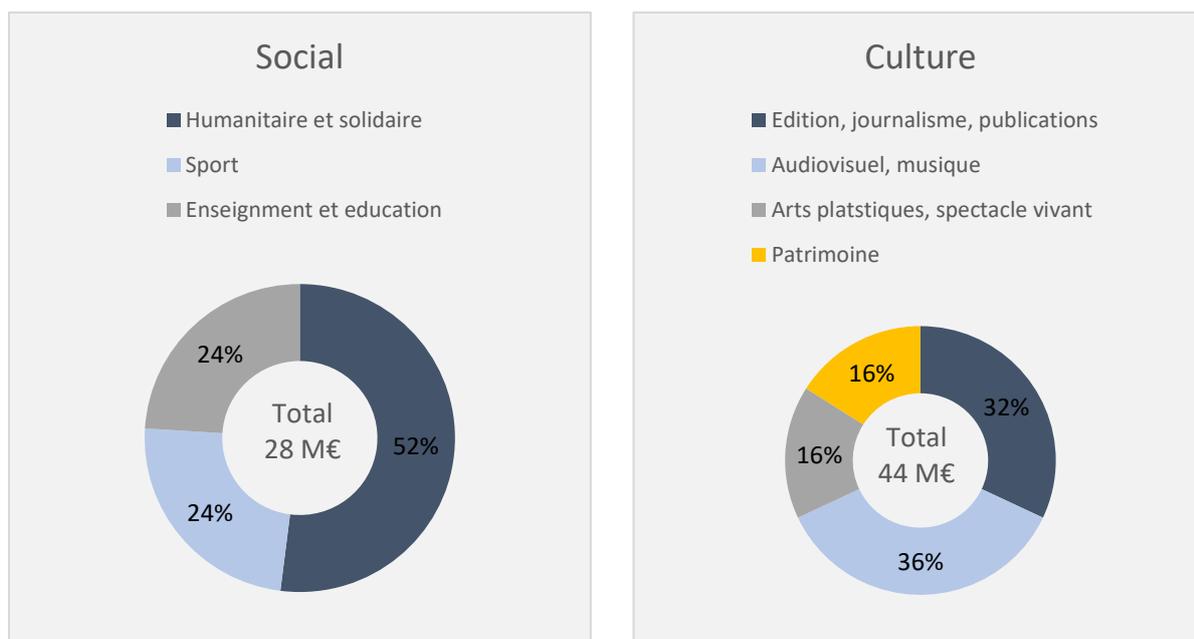
## Répartition des fonds collectés par type d'acteur en 2018



Source : FPF-KPMG, « Baromètre du Crowd-funding en France » (2018), calculs OFEM

## Répartition des fonds collectés par secteur et sous-secteur en 2018





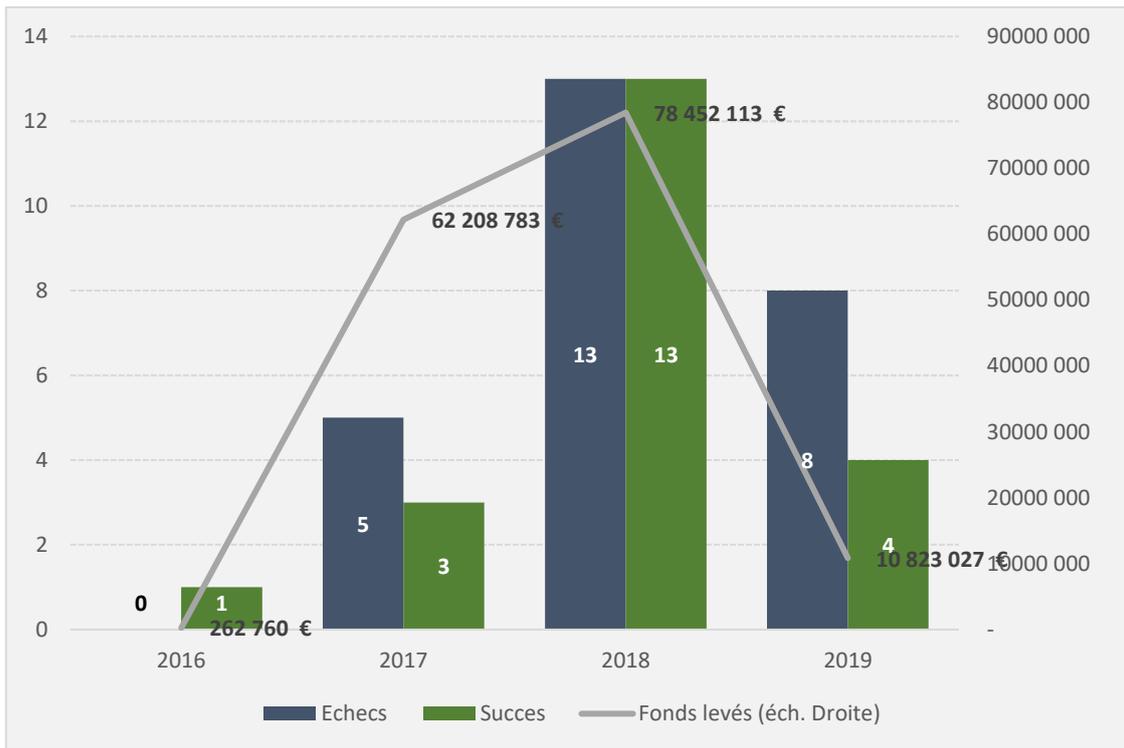
Source : FPF-KPMG, « Baromètre du Crowd-funding en France » (2018), calculs OFEM

### Répartition des fonds collectés par région en 2018

	Montant 2018	Part 2018
Hauts de France	19 296 000€	5%
Normandie	12 462 000€	3%
IDF	100 902 000€	25%
Grand Est	18 492 000€	5%
Bretagne	18 894 000€	5%
Pays de la Loire	12 060 000€	3%
Centre Val de Loire	10 452 000€	3%
Bourgogne Franche Comté	10 050 000€	3%
Nouvelle Aquitaine	25 728 000€	6%
Auvergne Rhône Alpes	72 360 000€	18%
Occitanie	37 788 000€	9%
Provence Alpes Côte d'Azur	28 542 000€	7%
Corse	2 814 000€	1%
Région d'Outre-Mer	4 020 000€	1%
Etranger	28 140 000€	7%
<b>Total</b>	<b>402 000 000€</b>	<b>100%</b>

Source : FPF-KPMG, « Baromètre du Crowd-funding en France » (2018), calculs OFEM

## 5.2. Les Initial Coin Offerings (ICOs)



Source : <https://www.crunchbase.com>, <https://www.icodata.io>, <https://icobench.com>, <https://icodrops.com>